

Annexe

Présentations fonctionnelles des applicatifs AMALFI – AMALIA

Annexe

Sommaire

1. Objet	3
2. Tierce Maintenance applicative de l'application AMALIA et des téléservices associés.....	3
2.1. L'application AMALIA	3
2.1.1. Présentation de la sécuritéAuthentification forte des utilisateurs	4
2.1.2. Signature électronique	4
2.1.3. Spécifications fonctionnelles générales et accompagnement à la gestion de projet.....	4
2.1.4. Démarche de spécifications	6
3. Tierce Maintenance applicative de l'application AMALFI et services associés	6
3.1. Points sensibles et/ou délicats : historique des objets	8
3.2. Points sensibles et/ou délicats : objets temporaires	8
3.3. Application AMALFI SSEE	9
3.4. Application AMALFI SSELRA	10
3.5. Application AMALFI GP	10
3.6. Module GED AMALFI.....	10
3.7. Application AMALFI d'administration des données de référence.....	10
3.8. Application PADOVA	11
3.9. Application REDFAC.....	11
3.10. Présentation de la sécurité	11
3.10.1. Authentification forte des utilisateurs	12
3.10.2. Signature électronique avancée.....	12
3.11. Les utilisateurs de l'Ensemble Applicatif AMALFI	12
3.12. Les applications de l'EA AMALFI.....	13
4. Outils.....	15
4.1. Description plus détaillée de certains outils spécifiques	16
4.2. Outils de communication	17

1. Objet

Ce document a pour but de présenter fonctionnellement les ensembles applicatifs AMALFI et AMALIA

2. Tierce Maintenance applicative de l'application AMALIA et des téléservices associés

Ce projet de modernisation de l'enregistrement et de la gestion des registres et dossiers des associations de droit local s'est articulé :

- Sous l'impulsion d'un comité utilisateurs animé par l'EPELFI, associant notamment les personnels de greffe, directeurs et magistrats des juridictions concernées, pour permettre la création d'un applicatif répondant au plus près du besoin utilisateur ;
- Autour de la volonté commune des personnels concernés, d'uniformiser les pratiques des différents ressorts dans le traitement des dossiers des associations de droit local ;
- En faveur de la constitution d'une base de données unique des associations de droit local permettant, malgré l'existence de registres individualisés à chaque juridiction, de pouvoir consulter l'ensemble desdits registres et dossiers sur le ressort des deux cours d'appel.

Les 16 tribunaux concernés par le déploiement du nouvel applicatif sont :

Cour d'appel de Metz	Cour d'appel de Colmar
TJ Metz	TJ Colmar
TJ Sarreguemines	TJ Mulhouse
TJ Thionville	TJ Saverne
TPRX Saint-Avold	TJ Strasbourg
TPRX Sarrebourg	TPRX Guebwiller
	TPRX Haguenau
	TPRX Illkirch Graffenstaden
	TPRX Molsheim
	TPRX Sélestat
	TPRX Schiltigheim
	TPRX Thann

2.1. L'application AMALIA

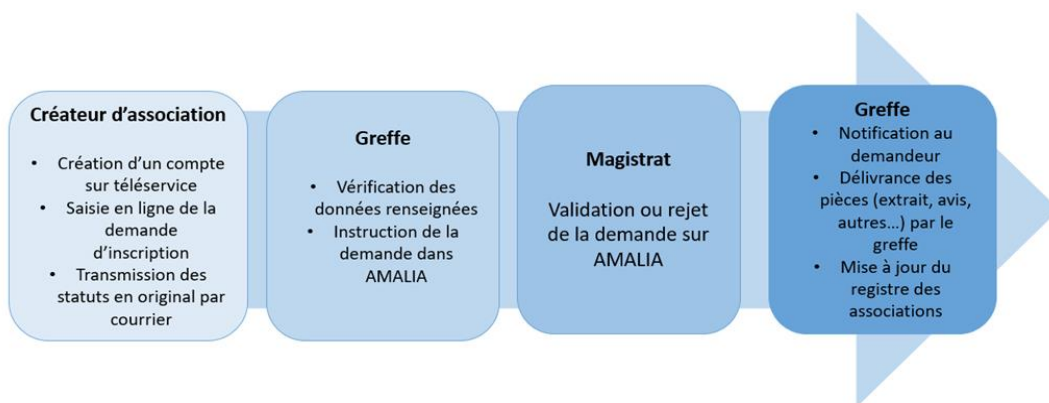
La livraison et le déploiement d'AMALIA ont débuté au mois de janvier 2023 :

- Applicatif métier du greffe créant un registre dématérialisé des associations
- Applicatif métier du greffe et des magistrats pour le suivi et la gestion des dossiers des associations, à terme dématérialisés.
- Applicatif pour le public offrant un service en ligne : démarches de déclaration, demande de copies, consultation permise par open data.

La version actuelle d'AMALIA permet :

- La création d'une inscription au registre ;
- La mise en gestion électronique des documents (GED), notamment des documents justificatifs ;
- La modification d'une association ;
- La radiation d'une association ;
- La dissolution d'une association ;
- Les transferts d'associations entre juridiction
- Les fusions/scissions/absorptions d'associations
- Ordonnances signées électroniquement (SIGNA) pour tous les actes.

Le circuit de traitement des demandes peut être schématisé de la façon suivante selon que la démarche soit transmise au greffe sous un format papier ou qu'elle le soit via le Téléservice en ligne.



2.1.1. Présentation de la sécuritéAuthentification forte des utilisateurs

Tout utilisateur du greffe accédant aux services AMALIA doit :

- Être enregistré dans l'annuaire Pages blanches du ministère de la justice ;
- Disposer d'une carte agent du ministère de la justice avec ses certificats à jour ou d'un Login/Password.

Les personnels des bureaux des associations disposent de la carte agent du ministère de la Justice qui est une carte à puce nominative avec saisie d'un code PIN indispensable pour l'accès à AMALIA.

Pour le reste des utilisateurs (Préfectures, usagers grand-public, services internes de l'EPELFI) l'authentification est réalisée par accès login/mot de passe.

2.1.2. Signature électronique

Les signatures électroniques du greffe utilisent la solution SIGNA portée par le ministère de la justice.

2.1.3. Spécifications fonctionnelles générales et accompagnement à la gestion de projet

Spécifications fonctionnelles générales

Fonctions d'AMALIA déjà en place

Fonctions	Détail métier	Version
Recherche simple d'une association	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rechercher une association ✓ Sélectionner une association ✓ Consulter les informations relatives à une association ✓ Consulter les mentions de l'association dans le registre ✓ Consulter des documents joints ✓ Editer des documents joints 	1.0
Traiter le dépôt d'une requête en inscription au registre des associations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Valider la complétude du dossier de création ✓ Initier et saisir les informations relatives à l'association ✓ Enregistrer la demande ✓ Joindre des documents au dossier de création ✓ Retirer la demande de création ✓ Rendre l'ordonnance ✓ Gérer le processus de publication au journal d'annonces légales ✓ Envoyer le certificat d'inscription à l'association ✓ Valider l'inscription définitive au registre des associations 	1.0
Gérer l'ordonnancement et la signature des magistrats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accéder à la liste des dossiers à ordonnancer ✓ Parcourir les dossiers à ordonnancer ✓ Signer l'ordonnance ✓ Rejeter la requête ✓ Renvoyer le dossier aux greffes ✓ Déclencher l'inscription de la mention au registre ✓ Mettre à jour l'état du dossier 	1.0
Traiter le dépôt d'une requête en modification d'un dossier	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rechercher l'association ✓ Renseigner les statuts de l'association ✓ Renseigner un ou des changements des membres du comité ✓ Gérer un changement d'adresse de siège ✓ Gérer un changement de dénomination ✓ Gérer un changement d'objets ✓ Valider l'inscription définitive au registre des associations ✓ Gérer la catégorie de l'association ✓ Gérer toutes les informations annexes de l'association (durée de vie, SIREN, site Internet, etc., ...) 	1.0
Gérer une dissolution et radiation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Traiter la requête en dissolution ✓ Valider l'inscription définitive de la dissolution au registre des associations ✓ Envoyer le certificat de dissolution à l'association ✓ Radier l'association ✓ Valider l'inscription définitive de la dissolution et de la radiation au registre des associations ✓ Envoyer le certificat de dissolution et de radiation à l'association 	1.0
Transferts	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Transfert d'association entre les juridictions ✓ Module d'échange entre les tribunaux 	1.4
Désactivation des documents		1.4
Accès distant (Préfecture)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Consultation du registre ✓ Recherche simple d'association ✓ Tableau de bord de suivi des créations et modifications des associations depuis moins d'une semaine, d'un mois ou d'un an sur les trois départements d'Alsace Moselle. 	1.4
Gestion des coopératives par le tribunal judiciaire		1.4.1
Statistiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Module statistiques pour les greffes sur les requêtes et le traitement des non-conformités 	1.5
Module de numérisation des archives papier	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Permettre aux greffes de demander la numérisation des archives papier ✓ Traitement des demandes de numérisation par l'EPELFI (CRALFA) 	1.6
Fusions-absorptions	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Traitement des fusions-absorptions des associations de droit local et hors droit local ✓ Module d'échange entre les tribunaux 	1.7
Réorganisation des membres de la direction		1.8
Gestion des pièces jointes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion des pièces jointes via un micro-service technique des documents insérés dans AMALIA 	1.8
Application AMALIA SUP	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Administration des comptes utilisateurs par l'EPELFI ✓ Validation des demandes de rattachement des usagers par l'EPELFI 	2.0
Gestion d'une demande de copie (téléservice)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Consultation du registre par les usagers grand-public ✓ Permettre aux usagers de demander la numérisation des archives papier d'une association 	2.0
Téléservices (usagers)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Création de son compte usager ✓ Téléservice de modification de son association (inclut le transfert) 	2.0

	✓ Téléservice de dissolution et radiation de son association ✓ Validation des demandes de rattachement des usagers par les greffes	
--	---	--

Fonctions à spécifier

Les fonctions prévues dans le périmètre après la version 2.0 dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

Evolutions prévues	Priorités
Fusions - création	1
Procédure collective	A définir
Gestion des CEDEX et des lieux-dits	A définir
Classement	A définir
Gestion d'une convocation	A définir
Gestion d'un pourvoi	A définir
Apport partiel d'actifs	A définir
Scission	A définir
Retrait de la capacité juridique	A définir
Vacance de la direction	A définir
Dépôt additionnel	A définir
Habilitation à convoquer	A définir
Radiation (autres variantes)	A définir
Sursis à statuer	A définir
Module de numérisation	A définir
Authentification (France Connect)	A définir
Reprise d'associations (besoin d'une estimation)	A définir
Radiation d'office (DNC)	A définir
Amélioration de la rectification d'office	A définir
Annuler un comité	A définir

Les documents d'entrées pour la rédaction des spécifications sont les textes de lois dont une partie est encore en cours de rédaction.

Le besoin d'implémenter d'autres fonctions pourront amener l'EPELFI à passer un ou des marchés subséquents de spécifications dans le cadre de ce marché.

2.1.4. Démarche de spécifications

Les besoins sont recueillis auprès d'un comité utilisateurs et sont mis en regard des textes régissant la gestion des registres des associations de droit local.

Les comités utilisateurs ont une fréquence mensuelle de réunions et ont vocation à être plus fréquent.

Des échanges ponctuels peuvent être faits avec des utilisateurs référents entre les réunions.

Les processus métiers sont décrits au format BPM et les spécifications métier détaillées sont décrites textuellement.

Les spécifications fonctionnelles générales sont réalisées par l'EPELFI et sont fournies en amont au prestataire avant les phases de cadrage puis développement.

Les spécifications fonctionnelles détaillées (post développements et recettes applicatives) sont à réalisées par le prestataire TMA et validées par l'EPELFI.

3. Tierce Maintenance applicative de l'application AMALFI et services associés

Une description succincte des principales fonctionnalités est donnée ici pour les composants (application ou module) les plus complexes. « Les applications de l'EA AMALFI et AMALIA » faisant partie du périmètre de maintenance, avec éventuellement un zoom sur les points sensibles et/ou délicats. Le rédacteur précise qu'il s'agit d'une présentation synthétique qui ne montre pas toute la richesse des applications.

Quelques exemples de documents de spécifications détaillées de différents niveaux de complexité sont donnés en *annexe complémentaire* « TMA-8.1.3.3 – Spécifications détaillées AMALFI BF et SSEE ». Les références ci-dessous correspondent aux cas d'usage (CU) décrivant le fonctionnement de l'application, la description des écrans, les traitements et les règles de contrôle et de gestion.

- **Application AMALFI SC**

L'application AMALFI SC assure la publicité et la gestion des données de publicité foncière. Les principales fonctionnalités de cette application sont :

- **Consultation des données du Livre foncier**

Le module de consultation des données du Livre foncier se décline comme suit :

- Un module permet des recherches selon différents critères,
- La consultation des données du Livre foncier se fait par navigation sans limite,
- Il est possible de consulter l'historique de tout objet métier (personne, droit, immeuble, mention, charge, servitude, indivision forcée, rang, copropriété, ensemble immobilier complexe).

- **Consultation du registre de dépôts**

Toute demande (hors demande de copie) déposée au bureau foncier est appelée une requête et est enregistrée dans le registre de dépôts qui assure la mémoire et le suivi des requêtes.

- **Traitement des requêtes**

Le traitement d'une requête comporte différentes étapes :

- Horodatage
- Numérisation des documents dans le cas où la requête est déposée au format papier
- Enregistrement
- Saisie
- Ordonnancement

- **Gestion des demandes de copie**

Le module de gestion des demandes de copie permet :

- La saisie des demandes
- Le traitement des demandes

- **Statistiques**

Le module « statistiques » permet la production de statistiques au niveau d'une Cour d'Appel, au niveau d'un bureau foncier ou au niveau individuel.

3.1. Points sensibles et/ou délicats : historique des objets

Les données du Livre foncier permettent de reconstituer l'historique des situations antérieures (version). Il est par exemple possible, pour un immeuble donné, de remonter à l'origine de propriété. Dans cet objectif, des règles ont été mises en place, notamment :

- Il ne peut pas exister plus d'une version publiée active d'un objet non radié.
- Toute modification d'un objet donne lieu à une nouvelle version de l'objet, chaque version étant persistée en base (par exemple la modification de la version N d'une personne crée une version N+1 de la personne et radie la version N de la personne).
- La création, la modification ou la radiation d'un objet périphérique (appelé objet lié) ne donne pas lieu à une nouvelle version de l'objet principal (par exemple la modification d'une personne titulaire d'un droit ne génère pas une nouvelle version du droit). Cela implique qu'au niveau de l'historique des objets, des traitements recalculent ces versions intermédiaires.

Pour plus de détails, le lecteur se référera aux spécifications détaillées de la consultation de l'historique.

3.2. Points sensibles et/ou délicats : objets temporaires

L'organisation du travail dans les bureaux fonciers veut que les personnels du greffe constituent les projets d'inscription par la saisie des requêtes puis que les Juges du Livre foncier inscrivent ces projets d'inscription après vérification.

Un projet d'inscription est un ensemble d'opérations élémentaires (appelées actes de gestion) qui sont mises bout à bout. Un acte de gestion utilise des objets en entrée (objets désignés) et crée des objets ou des versions d'objets en sortie (objets décrits lorsque les objets sont saisis par l'utilisateur, objets générés lorsque les objets sont créés par des traitements sans avoir été saisis par l'utilisateur). Tant que le projet d'inscription n'a pas été signé par le juge du Livre foncier (ce qui a pour effet de publier les objets ou les versions d'objets au Livre foncier), les objets ou les versions d'objets en sortie d'un acte de gestion sont appelés « objets temporaires ».

Il n'était pas envisageable d'attendre que chaque objet ou version d'objet soit publié au Livre foncier pour pouvoir être utilisé dans un autre acte de gestion.

Ainsi, un acte de gestion peut utiliser comme donnée d'entrée un objet temporaire d'un autre acte de gestion, que celui-ci soit né d'un acte de gestion dans la même requête ou d'un acte de gestion dans une autre requête.

- **Exemple 1** : une seule requête – mutation du droit D1 détenu par la personne P1 à la personne P2 :
 - 1^{er} acte de gestion : création de la personne P2
 - Objet(s) désigné(s) : néant
 - Objet(s) décrit(s) : personne P2
 - Objet(s) généré(s) : néant
 - 2nd acte de gestion : mutation de D1 de P1 à P2
 - Objet(s) désigné(s) : D1 et P2
 - Objet(s) décrit(s) : nouveau droit D2
 - Objet(s) généré(s) : version radiée de D1

Dans cet exemple, le second acte de gestion utilise la version temporaire de la personne P2.

- **Exemple 2** : deux requêtes – 1^{ère} requête = création du droit D1 sur l'immeuble I1 – 2^{nde} requête = création de la charge C1 sur le droit D1
 - Requête 1 – 1^{er} acte de gestion : création du droit D1
 - Objet(s) désigné(s) : immeuble I1
 - Objet(s) décrit(s) : droit D1
 - Objet(s) généré(s) : néant

- Requête 2 (la requête 1 n'est pas inscrite) – 1er acte de gestion : création de la charge C1 sur le droit D1
 - Objet(s) désigné(s) : D1
 - Objet(s) décrit(s) : charge C1
 - Objet(s) généré(s) : néant

Dans cet exemple, l'acte de gestion de la requête 2 utilise la version temporaire du droit D1.

Toute une série de règles a été mise en œuvre afin de garantir la cohérence fonctionnelle des données du Livre foncier. Ces règles garantissent notamment l'ordre d'inscription des différentes versions d'un même objet et encadrent les interventions sur les versions autres que la dernière version d'un objet.

Pour plus de détails, le lecteur pourra se référer notamment au document d'architecture applicative (*annexe complémentaire « TMA-8.1.2.2 – Architecture applicative – Conception détaillée »*) et aux exemples de spécifications fonctionnelles détaillées concernant le module de saisie (*annexe complémentaire « TMA-8.1.3.3 – Spécifications détaillées AMALFI BF et SSEE »*).

3.3. Application AMALFI SSEE

Cette application regroupe les modules mis à la disposition des utilisateurs externes au Livre foncier que sont les professionnels habilités. L'accès aux services se fait au travers d'un portail (<https://www.livrefoncier.fr>) dont la maintenance ne fait pas partie du périmètre du présent marché.

Les services mis à disposition des professionnels habilités sont principalement :

- **Gestion des dossiers et des eRIN** (cf. définition paragraphe 2) **hors Aménagement Foncier (AF)**

Ce module permet :

- La gestion des dossiers et des eRIN hors AF
- La saisie des eRIN hors AF
- Le dépôt des eRIN hors AF

- **Gestion des dossiers et des eRIN de type Aménagement Foncier**

Ce module permet :

- La gestion des dossiers et des eRIN AF
- La saisie des eRIN AF
- Le dépôt des eRIN AF

- **Consultation des données du Livre foncier**

La consultation se fait toujours au travers d'un dossier ; le module de consultation mis à disposition des professionnels habilités est le même que celui mis à disposition des professionnels du Livre foncier mais il ne permet pas la recherche et la consultation des objets temporaires.

- **Consultation du registre de dépôts**

Le module de consultation du registre de dépôt mis à disposition des professionnels habilités est le même que celui mis à disposition des professionnels du Livre foncier, avec quelques restrictions d'accès.

- **Saisie de demandes de copie**

Ce module permet la saisie de demandes de copie de tout type : Immeuble, Personne ou Annexe.

Points sensibles et/ou délicats : objets eRIN

A l'instar des objets temporaires utilisés dans l'application AMALFI BF, les versions intermédiaires des objets ou des versions d'objets créés par les actes de gestion d'une eRIN sont des objets temporaires nommés « objets eRIN ». Ils sont réutilisables par toutes les eRIN d'un même dossier.

3.4. Application AMALFI SSELRA

Ce module technique fournit des webservice aux éditeurs de logiciels de rédaction d'actes utilisés par les notaires.

Les webservice disponibles sont :

- Import d'une annexe
- Création d'un dossier
- Export du panier
- Journal des évènements
- Référentiel des énumérations
- Récupération des annexes associées aux évènements d'une eRIN
- Accusé de réception de récupération des annexes associées aux évènements d'une eRIN
- Liste des eRIN en attente de dépôt
- Création d'une eRIN
- Suppression d'une eRIN
- Saisie d'une eRIN

3.5. Application AMALFI GP

Les services mis à disposition du grand public (particuliers ou professionnels non habilités) sont les services unitaires suivants (cf. CU3300) :

- Saisie d'une demande de copie Immeuble ;
- Saisie d'une demande de copie Personne ;
- Saisie d'une demande de copie Annexe.

L'accès aux services se fait au travers d'un portail (<https://www.livrefoncier.fr>) dont la maintenance ne fait pas partie du périmètre du présent marché.

3.6. Module GED AMALFI

Ce module fournit les services nécessaires à un archivage sécurisé et à la restitution des documents et des images gérées par les applications AMALFI BF et SSEE.

Le document de conception générale du module GED AMALFI est donné en *annexe complémentaire* « TMA-8.1.2.1 –Module GED AMALFI – Conception générale ».

Remarque

Lors de la refonte de la carte judiciaire, les GED locales ont été supprimées, et le mécanisme vers celles-ci aussi. La version du document fourni en annexe ne le prend pas en compte.

3.7. Application AMALFI d'administration des données de référence

Cette application, en fait un sous-ensemble d'AMALFI SC, permet aux administrateurs fonctionnels et aux administrateurs des paramètres de l'application de gérer :

- Le contenu des tables d'énumération (= données de référence) ;
- Les entités géographiques (communes, départements) et les entités organisationnelles (cours d'appel, tribunaux d'instance, bureaux fonciers, unité de travail) ;
- Les messages de bienvenue et de communication affichés sur les pages d'accueil des applications AMALFI BF et AMALFI SSEE ;
- Le libellé des différents messages d'AMALFI ;
- Les variables d'environnements ;
- La modification de la référence Image feuillet ;
- La vérification d'intégrité ;
- Les demandes de re signature ;
- L'interface de re signature de requêtes ;
- La désactivation de contrôle sur requête.

Elle donne également accès à la console de supervision applicative.

3.8. Application PADOVA

L'application PADOVA permet la gestion de tous les utilisateurs internes et externes et de leurs habilitations. L'application PADOVA est composée de deux parties :

- La partie « Utilisateurs » qui permet de gérer la description des utilisateurs (création, modification, suppression), de leur attribuer un ou plusieurs profils ainsi que leurs habilitations géographiques ;
- La partie « Requérents » qui permet de gérer les requérants dans l'application AMALFI.

Des extraits des spécifications fonctionnelles sont donnés en *annexe complémentaire « TMA-8.1.3.4 – Spécifications détaillées AMALFI PADOVA »*.

3.9. Application REDFAC

L'application REDFAC permet la gestion des redevances perçues au titre des services mis à disposition par l'EPELFI dans sa mission d'exploitation du système d'information AMALFI. L'application permet notamment la gestion :

- Des clients
- Des titres et réductions des recettes,
- Des commandes,
- Des factures,
- Des paiements,
- Des abonnements.

L'application est étroitement liée aux données des commandes issues de la base de données AMALFI par une synchronisation opérée à l'aide des batchs.

3.10. Présentation de la sécurité

Les informations publiées dans le Livre foncier informatisé sont opposables à un tiers (présomption simple d'exactitude). Dans ce contexte, le système bénéficie de dispositions de sécurité avancées dont les principales sont :

- Authentification forte des utilisateurs ;

- Signature électronique avancée ;
- Archivage sécurisé pour les documents PDF et XML.

3.10.1. Authentification forte des utilisateurs

Tout utilisateur accédant aux services AMALFI (à l'exclusion des services unitaires accessibles par le grand public - particuliers ou professionnels non habilités - depuis le portail d'accès <https://www.livrefoncier.fr>) doit :

- Être enregistré dans l'annuaire LDAP/ISAM AMALFI ;
- Disposer d'un certificat délivré par une AC reconnue par l'EPELFI.

Les professionnels du Livre foncier disposent de la carte agent du ministère de la Justice qui est une carte à puce nominative avec saisie d'un code PIN indispensable pour l'accès à AMALFI.

3.10.2. Signature électronique avancée

La validité du Livre foncier informatisé est garantie par l'utilisation de la signature électronique des juges du Livre foncier.

La signature est garantie fiable sur le long terme grâce à un dispositif d'attribution de date certaine.

L'inscription définitive dans la base de données (dite publication) des modifications des données du Livre foncier nécessite la signature électronique d'un juge du Livre foncier.

La délivrance des copies certifiées conformes est assurée par les greffiers qui signent également électroniquement ces copies (fonctionnalité non encore disponible en production à la date de rédaction de ce document).

Ces signatures électroniques sont réalisées grâce à la librairie SD-DSS (<https://ec.europa.eu/cefdigital/wiki/display/CEFDIGITAL/eSignature>) conforme aux standards eIDAS intégrée dans l'application AMALFI.

3.11. Les utilisateurs de l'Ensemble Applicatif AMALFI

L'EA AMALFI s'adresse à quatre grandes catégories d'utilisateurs :

- Les Bureaux Fonciers du Ministère de la Justice :
 - o Les juges du Livre Foncier,
 - o Le personnel de greffe,
 - o Les greffiers en chef.
- Les professionnels de la publicité foncière (Professionnels habilités ou non) parmi lesquels :
 - o Les notaires,
 - o Les géomètres, y compris les géomètres aménageurs fonciers,
 - o Les huissiers,
 - o Les avocats,
 - o Les administrations et les collectivités locales et territoriales (communes, départements, régions).
- Le grand public (particuliers ou professionnels non habilités)
- Les agents de l'équipe EPELFI :
 - o Le directeur général de l'EPELFI,
 - o L'administrateur fonctionnel,
 - o Le CRALFA,
 - o Le support N1,
 - o Les exploitants informatiques.

La DGFIP intervient comme fournisseur de données permettant une mise à jour régulière des attributs des parcelles gérés par le cadastre.

Le Ministère de la justice intervient comme destinataire d'informations statistiques.

3.12. Les applications de l'EA AMALFI

L'EA AMALFI est composé de plusieurs applications à destination de plusieurs types d'utilisateurs. Le périmètre applicatif du marché de TMA2021--02 est le suivant :

<i>Application</i>	<i>Utilisateurs</i>	<i>Description</i>
SC* intégrant l'administration des données de référence	Bureau Foncier	Application AMALFI Site Central = Bureau Foncier Cette application assure la publicité et la gestion des données de publicité foncière. Elle est utilisée par les professionnels du Livre foncier (essentiellement les personnels des BF).
SSEE	Habilités	Application AMALFI Sous-Système d'Echange avec l'Extérieur Cette application regroupe les modules mis à disposition des utilisateurs externes au Livre foncier que sont les autres professionnels de la publicité foncière (professionnels habilités) Elle leur permet principalement de consulter le Livre Foncier, de déposer des requêtes en inscription et d'émettre des demandes de copies du Livre Foncier. L'accès aux services se fait au travers du portail institutionnel de l'EPELFI (externalisé).
GP	Grand Public	Cette application permet au Grand Public de faire des demandes de copies de type Personne, Immeuble ou Annexe. L'accès aux services se fait au travers du portail institutionnel de l'EPELFI (externalisé).
PADOVA	EPELFI	Cette application permet la gestion de tous les utilisateurs (BF et externes) et de leurs habilitations, ainsi que des requérants etc. L'application permet également d'être lancée unitairement afin d'exécuter des traitements sous forme de batchs.
SSELRA	Notaires	Application Sous-Système d'Echange avec les Logiciels de Rédaction d'Actes Cette application offre des webservices utilisables par les logiciels de rédaction d'acte des notaires afin de faciliter certaines opérations pour ceux-ci. Des documents de spécifications techniques se trouvent en <i>annexe complémentaire « TMA-8.1.2.4 - Spécifications détaillées SSELRA »</i> .
SCWST	EPELFI	Application de webservices techniques Cette application offre des Webservices utilisés par l'application PADOVA pour l'accès à l'annuaire ISAM (TAM).
REDFAC	EPELFI	Cette application permet de gérer la partie facturation des services proposés par l'EPELFI. Elle est interfacée avec AMALFI, elle-même interfacée avec le système de paiement en ligne SIPS. Elle expose des webservices utilisés par AMALFI et PADOVA.

<i>Application</i>	<i>Utilisateurs</i>	<i>Description</i>
		Des extraits des spécifications fonctionnelles sont donnés en <i>annexe complémentaire</i> « TMA-8.1.3.6 – REDFAC ». L'application permet également d'être lancée unitairement afin d'exécuter des traitements sous forme de batchs.
INTELA	EPELFI	ELaboration d'INTeracalaires. INTELA est une application permettant l'élaboration d'intercalaires dans le cadre des missions de numérisation du CRALFA.
Batch PAVE/PACS	Sans objet	Ce module technique vérifie la validité des scellés et l'intégrité des données scellées ou signées dans la base de données et est composée des 2 modules suivants : - batch de vérification des scellés (PACS) - batch de vérification de l'intégrité des données (PAVE) Des extraits des spécifications fonctionnelles sont donnés en <i>annexe complémentaire</i> « TMA-8.1.3.5 - Spécifications détaillées PAVE/PACS ».
Autres batchs	Sans objet	De nombreux autres batchs (statistiques, échanges de données entre applications, opérations techniques, envoi des copies etc...)

SC* : un paramétrage différent lors de l'installation dans un environnement applicatif différent fournit une variante bouchonnée de l'application SC. Cette variante dite de « Formation » permet à un utilisateur du BF de tester, sur une base dédiée, une ou des opérations avant leur mise en œuvre effective dans la base de Production ; elle est déconnectée de la GED (pas de dépôt de documents dans la GED et pas d'accès aux documents déposés dans la GED) et simule la signature du Juge.

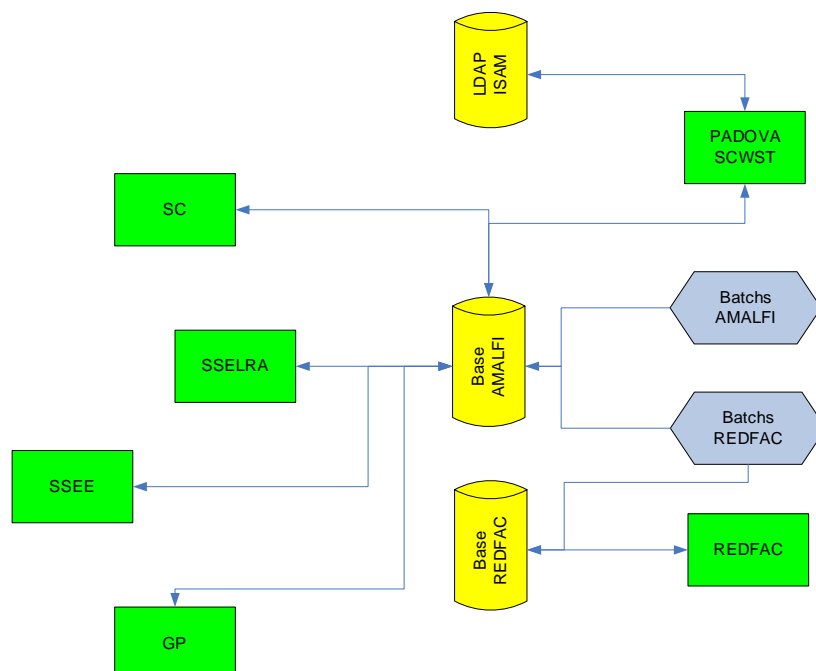


Schéma synthétique des liens entre applications

L'EA AMALFI s'appuie sur les **middlewares** suivants sur lesquels il est nécessaire que le titulaire dispose d'une excellente expertise pour assurer les prestations du présent marché :

- DB2 Content Manager : ce module technique fournit les services nécessaires à un stockage sécurisé (et à la restitution) des documents et des images gérées par les applications AMALFI BF et SSEE ;
- Module LDAP-ISAM-WebSeal (IBM Security Access Manager for Web anciennement appelé Tivoli Access Manager for Web (TAM) : ce module technique permet l'identification et l'authentification des utilisateurs internes (BF) ou externes (SSEE) ;
- DB2 Server ;
- WebSphere Application Server (WAS) ;
- WebSphere MQ (WMQ).
- PostgreSQL
- MySQL

Ces middlewares seront changés sur l'année 2025 pour porter l'ensemble des environnements applicatifs AMALFI sur une nouvelle infrastructure de virtualisation (serveurs ESXi sous linux redhat). L'abandon des serveurs AIX et leur remplacement par cette nouvelle infrastructure devrait se faire durant le premier semestre 2025.

Sont étudiés :

- Le remplacement de DB2 par PostgreSQL.
- Le remplacement de WebSphere Application Server (choix indéterminé à cette date).
- Le remplacement de MQSeries (choix indéterminé à cette date).
- Le remplacement de IBM Security Access Manager for Web (choix indéterminé à cette date).

Les middlewares retenus feront l'objet d'une communication auprès des candidats durant la phase de constructions des offres dès que ceux-ci seront figés.

L'EA AMALFI est également connecté aux **éléments externes** ci-dessous :

- Serveur d'horodatage Trusty interfacé selon la norme RFC 3161.

Pour les middlewares et les éléments ci-dessus, seuls les codes applicatifs développés spécifiquement pour leur intégration ou leur interfaçage avec l'EA AMALFI, ainsi que les paramétrages associés, sont concernés par le présent marché.

4. Outils

Les outils mis en œuvre dans le marché de TMA sont listés dans *l'annexe complémentaire « TMA-8.2 – Outils »*. Il y a 3 catégories d'outils :

- **Ceux propres au titulaire** : les outils qui sont nécessaires au titulaire pour réaliser ses missions et sur lesquels l'EPELFI n'a ni accès ni droit de regard. Les outils concernés sont ceux nécessaires pour le développement, l'intégration et les tests du titulaire. Ces outils sont hébergés par le titulaire dans le respect du plan d'assurance qualité annexé à la réponse du titulaire.
- **Ceux partagés entre l'EPELFI et le titulaire (les outils communs)** : les outils partagés sont ceux que le titulaire et l'EPELFI ont en commun, comme celui de la gestion des anomalies, ou de suivi des dossiers support. Les outils peuvent être soit fournis et administrés par l'EPELFI, soit fournis et administrés par le titulaire. Si cela est spécifié dans le tableau, le candidat devra proposer un outil pour le rôle attendu de celui-ci. Le titulaire devra mettre en place cet outil et assurer la formation de l'EPELFI, l'administration de l'outil, sa maintenance etc. Ces outils sont hébergés dans la plateforme TMA-QUALIF de l'EPELFI.

- **Ceux propres à l'EPELFI** : les outils spécifiques EPELFI sont les outils que l'EPELFI utilise en interne dans le cadre du suivi du marché de TMA.

Pour chacun des outils de l'annexe est notamment précisé le gestionnaire. Si le gestionnaire identifié est le titulaire, ce dernier prend à sa charge toute la gestion de l'outil (création du référentiel initial, paramétrage, création de workflow, création de tableau de bord...).

Il peut être aussi indiqué si un outil équivalent est nécessaire. Si tel est le cas, au choix du candidat, celui-ci :

- Proposera un outil réalisant à *minima* la fonction du précédent ;
- Mettra en œuvre cet outil dans la plateforme TMA-QUALIF dans le cadre du marché de TMA ;
- Assumera tous les coûts liés à celui-ci (licences, mise à jour, installation sur les postes de l'EPELFI, paramétrage...) ;
- Fournira dans sa proposition le ou les formats d'export de ces outils. En fin de marché, au titre de l'arrêté de situation, un export des données sera fait pour permettre un import dans un outil open-source ayant le même rôle, par exemple format CSV pour JIRA.

4.1. Description plus détaillée de certains outils spécifiques

SPOT (Suivi et Pilotage Opérationnel des Travaux)

Cet outil a été développé spécifiquement pour les besoins de l'EPELFI par le titulaire du marché TMA2016-04 et avait pour vocation de remplir les besoins liés au suivi et au pilotage aussi bien opérationnel qu'administratif du marché TMA2016-04. SPOT a été conçu dans une logique de gestion et d'administration par le titulaire et non par l'EPELFI et l'EPELFI souhaiterait donc, à terme, revoir sa conception en réalisant un nouveau développement, complet, de l'outil afin de le pérenniser dans son patrimoine.

L'EPELFI ayant également acquis de nouvelles missions, plus particulièrement l'exploitation et la maintenance des systèmes et du registre des associations et du registre des associations coopératives de droit local, souhaiterait rendre compatible multi-marchés cet outil et voudrait donc réaliser une nouvelle version. Cette dernière permettrait également une ouverture et une interconnexion à d'autres applications internes de L'EPELFI en exposant des liaisons API REST.

L'EPELFI souhaite donc maintenir dans un premier temps cet outil, couplé à JIRA, qui répond aux besoins avant d'initier un chantier afin de redévelopper une nouvelle version dans le but de le pérenniser à long terme.

La conception d'une nouvelle version sera soit commandée au titulaire en tant que prestation par l'intermédiaire d'un marché subséquent en début de marché, soit internalisée par l'EPELFI.

Les fonctionnalités principales de l'outil sont les suivantes :

- Lister les cadrages livrés à la MOA pour validation, avec version de celui-ci, référence et lien vers la fiche de livraison, date de livraison ;
- Permettre de publier la relecture de ce cadrage par l'EPELFI avec son statut « relu OK, relu KO... » ;
- Lier ce cadrage avec une version d'une application ;
- Lister les CU (en fait toutes les spécifications fonctionnelles générales ou détaillées) livrés pour validation, avec version de celui-ci, référence et lien vers la fiche de livraison, date de livraison, état de tous les CU livrés du marché avec filtres par version, lien vers un PVAT dématérialisé contenant les réserves ;

- Permettre la rédaction des réserves sur ce document via un PVAT dématérialisé et la levée de ces réserves ;
- Lier les CU avec les versions applicatives ;
- Lister les Travaux Particuliers livrés pour validation, avec version de celui-ci, référence de la fiche de livraison, date de livraison, lien avec le PVAT ;
- Génération d'un numéro unique pour tous les documents contractuels du marché (FLI, PVAT, PVRD...) ;
- Permettre l'accès direct à tous les autres outils du marché de TMA gérés par le titulaire ou non ;
- Transmettre des documents de préparation des réunions et les comptes rendus associés ;
- Gérer le processus de passation des marchés subséquents.

Suivi des Erreurs Techniques

Le rôle de cet outil est d'extraire des mails envoyés par AMALFI, pour chaque erreur technique survenue, des informations permettant de les classer, connaître leur volumétrie et leurs causes, afin de permettre leurs corrections pour améliorer le service rendu aux utilisateurs.

Lanceur de Batches (cf. *annexe complémentaire TMA-8.2.4*)

Le rôle de cet outil est de pouvoir lancer en préproduction la plupart des batches en journée, au travers d'une interface permettant le cas échéant la saisie de paramètres. L'outil permet aussi de récupérer les logs de sortie.

Tirs de performances (cf. *annexe complémentaire TMA.8.2.2 Performances*) :

Le rôle de cet outil est, par un injecteur, de simuler des actions des utilisateurs SC et SSEE d'AMALFI selon des scénarios durant une durée déterminée. Les résultats de ces tirs sont chargés dans une application dédiée de suivi de performance permettant de générer et présenter des statistiques de tir de performance.

4.2. Outils de communication

Afin de simplifier et de fluidifier les échanges entre l'EPELFI et le titulaire des outils de communication basés sur des solutions SaaS publiques type « Slack » pour les communications de type « chat » et Microsoft Teams pour les communications de type visioconférence sont actuellement utilisés.

Ces plateformes n'ont cependant pas pour objectif d'échanger des informations confidentielles et n'ont également pas pour objectif de remplacer les échanges plus formels dans les autres outils partagés (exemple : validation d'un cadrage) entre l'EPELFI et le titulaire.

Les candidats auront toute liberté de proposition quant aux solutions de communication à mettre en œuvre au début du marché TMA 2024-04 et devront expliquer leurs avantages et identifier des potentiels coûts de licence ou d'acquisition pour l'EPELFI dans le cadre de leur réponse.